



CCFD-Infos N° 79 – octobre 2017

CCFD du Doubs, 18 rue Mégevand 25 000 Besançon

Tél : 03 81 25 28 05 – Mél : ccfd25@ccfd-terresolidaire.org

permanence : les mercredis de 14 h à 17 h

site national : <http://ccfd-terresolidaire.org/>

blog : <http://blog.ccf-d-terresolidaire.org/bfc>



Changeons nos comportements !

Pour CCFD-Infos, c'est aussi l'heure de la rentrée, plus tard assurément que pour tous ceux qui ont repris depuis plusieurs semaines déjà, le chemin de leurs activités habituelles.

Sans doute CCFD-Infos avait-il besoin de se donner le temps de prendre son élan pour aborder avec confiance et efficacité les mois qui s'annoncent, porteurs de nouveautés importantes, c'est-à-dire à la fois d'espérances et de questionnements.

La première concerne les territoires à venir des régions. C'est une question sur laquelle nous avons eu à nous prononcer, lors du Forum régional qui s'est tenu à Plombières les Dijon au mois de juin : il s'agissait de définir des entités possédant une unité géographique, économique et culturelle, dont la taille favoriserait une meilleure connaissance mutuelle de ceux y vivant, des rassemblements plus faciles et l'émergence de nouvelles compétences. Dans cette optique, il était envisagé que la Région Bourgogne Franche-Comté se scinde en deux régions désormais distinctes, ce que nous avons refusé. La décision sera prise lors de l'assemblée générale du CCFD-Terre solidaire qui se tiendra à Paris en décembre et à laquelle nous avons délégué des représentants mandatés pour faire valoir notre point de vue. Si le principe de la séparation est adopté et même si cela ne constitue pas un tremblement de terre dévastateur, nous aurons à inventer de nouveaux modes de fonctionnements auxquels nous adapter.

La seconde est celle de la thématique sous-tendant notre futur plan d'action régional. Le 8 avril dernier nous avons clos trois années autour du thème « L'égalité Femme/Homme ».

Les 23 et 24 septembre s'est tenu un Forum ouvert, auquel chacun était invité et qui avait pour but de faire émerger un thème pour orienter nos actions et réflexions des prochaines années.

Aujourd'hui, nous pouvons en annoncer le titre :

« Changeons nos comportements ! justesse écologique, justice sociale : notre chemin pour la Paix ! »

Vous trouverez dans les pages suivantes un article à ce sujet.

Il n'est pas toujours facile de sortir de ses habitudes. Il peut paraître inquiétant de devoir en prendre de nouvelles et de traduire ces thématiques concrètement sur le terrain, même si elles nous sont connues puisque depuis longtemps déjà, elles orientent les analyses et l'action du CCFD-Terre solidaire.

En revanche, au-delà du vertige de la page blanche qu'il nous faudra écrire, nous pouvons nous réjouir de la liberté que nous avons à prendre pour donner au CCFD25 le visage que nous souhaitons le voir offrir pour les temps qui viennent.

JF Guiraud



Du Forum Ouvert au plan d'action régional

Tel est le nom du rassemblement des 23 et 24 septembre à Plombières les Dijon, auquel nous avons participé, sous la conduite de Marion et Guillaume, formateurs de l'Université du Nous à Chambéry et sollicités pour nous guider.

Nous savons bien ce qu'est un forum. En revanche, le mot « ouvert » mérite peut-être quelques éclaircissements. Qu'est-ce que cela change par rapport à ce que nous connaissons ?

C'est très simple, cela change tout ! Nous avons bien évidemment un objectif, définir le thème de réflexion et d'action pour les trois ans à venir.

La nouveauté résidait dans la méthode de travail à laquelle le mot « ouvert » donne tout son sens. Non seulement ce forum était ouvert à qui voulait y participer, non seulement chacun s'inscrivait ou pas à tel ou tel atelier selon ses centres d'intérêt du moment, mais il était également ouvert à toutes les propositions et elles furent nombreuses. On a procédé par regroupements et affichages successifs, donnant naissance à de nouveaux ateliers, plus précisément ciblés et moins nombreux chaque fois. A la fin, un groupe, le G8, a eu pour charge de formuler le projet d'action de notre région qui émergeait de toutes ces idées et priorités qui avaient été exprimées, pendant que les autres groupes avaient à réfléchir aux moyens à mobiliser.

Mais la définition du thème d'action est une chose trop importante pour être décidée en 1 heure et demie ; aussi les membres du G8 ont-ils choisi de continuer les échanges et rencontres pour débattre, au-delà du Forum, afin d'arriver à ce « projet motivant qui a du sens pour chacun.e » et qui était tant attendu !

Enfin ce Forum Ouvert nous a permis dans **un espace de liberté et de démocratie**, de dessiner le CCFD-Terre Solidaire BFC de demain ! Nous avons décidé ensemble : d'agir avec d'autres, d'agir autrement, d'être plus visibles et cohérents, d'ancrer nos actions sur notre territoire, en croisant nos regards avec nos partenaires...sur le thème :

Changeons nos comportements ! Justesse écologique, justice sociale : notre chemin pour la Paix !

Tous les **échanges de ce Forum ouvert**, et ceux qui ont suivi, ainsi que des photos et bientôt une vidéo... sont accessibles à l'adresse :

<http://blog.ccfid-terresolidaire.org/bfc/pages/FRO2017>
page accessible avec le mot de passe : **FRO2017**

Nos prochains pas?... parce que ce n'est que le début !

- À la **mi-novembre**, le projet régional issu de nos échanges sera diffusé à toutes et tous, sous forme d'une **brochure, avec des idées d'actions et un calendrier** pour guider et nous inspirer pour les trois prochaines années!
- C'est lors du **Forum régional des 27 et 28 janvier 2018** que nous mettrons officiellement en route notre projet régional ! Réservez-bien cette date : vous y êtes toutes et tous invité.e.s.



Notre combat contre la FAIM, plus que jamais d'actualité

● **Les États généraux pour l'avenir de l'agriculture et de l'alimentation**

Ils se sont ouverts le 20 juillet à Bercy et doivent se tenir jusqu'à la fin novembre ou début décembre 2017. Ils rassemblent des organisations agricoles, rurales, environnementales, de santé, de solidarité internationale et principalement des entreprises de l'agro-industrie.

Cinquante organisations, dont le CCFD-Terre solidaire, ont créé une « **Plateforme citoyenne pour une transition agricole et alimentaire** ». (cliquer pour aller sur le communiqué)

Jusqu'à présent un premier grand chantier s'est déroulé de fin août à fin septembre sur « la répartition principale de la valeur ajoutée » (c'est la revendication essentielle des organisations syndicales), le second chantier portant sur « une alimentation saine, sûre, durable et accessible à tous » courre de début octobre à fin novembre.

Le 13 octobre, le Président de la République a effectué un point à mi-parcours.

Les organisations constitutives de la « Plateforme citoyenne » ont salué cette initiative d'ouvrir le débat sur les questions de l'agriculture et de l'alimentation, mais elles rappellent néanmoins que **certaines priorités essentielles manquent** pour l'instant à l'appel si on veut que ces États généraux servent effectivement à quelque chose :

- la mise en place d'une véritable **transition agroécologique et alimentaire**,
- **l'adaptation de l'agriculture française au changement climatique**,
- l'obtention d'un **juste revenu paysan**
- la préservation de la **santé des agriculteurs** et des consommateurs.

De plus, il est nécessaire de voir plus loin que nos propres frontières et d'appuyer cette **transition dans les pays du Sud**.

Peut-on en effet réorienter la politique alimentaire en France sans prendre en compte ses impacts sur les autres pays (du Sud en particulier), sans une refondation de la Politique agricole commune, alors que la faim dans le monde qui régressait de façon constante depuis 2005, progresse de façon alarmante, passant de 778 à 815 millions de personnes, soit 11 % de la population mondiale ? On pense qu'il y aura de 10 à 20% de malnutrition en plus d'ici 2050.

La « Plateforme citoyenne pour une transition agricole et alimentaire » a élaboré 63 propositions de mesures concrètes (voir le communiqué en cliquant sur le lien) **pour une véritable transition agricole et alimentaire, seule à même de lutter contre la faim et les dérèglements climatiques.**

Elle préconise la mise en œuvre d'une agriculture agro-écologique adaptée aux changements climatiques, qui préserve les ressources naturelles, la biodiversité, la santé du producteur et du consommateur, qui retrouve sa vocation nourricière.

Ce modèle d'agriculture devra en outre, préserver les terres agricoles en empêchant leur accaparement par des entreprises privées.

Il favorisera les bonnes pratiques en matière de bien-être animal et veillera à la cohérence des politiques nationales et internationales en s'assurant que les accords de libre-échange entre l'Union européenne et d'autres parties n'impactent pas négativement les filières agricoles françaises ni les paysans du Sud et ne mettent pas en péril les ressources de la planète.

Dans sa plaquette, la Plateforme citoyenne résume ce qui est en jeu :

*« Nous attendons que ces Etats Généraux aboutissent à des résultats concrets en matière de transition agricole et alimentaire, conduisant à des **changements effectifs, attendus par les producteurs, les consommateurs et les habitants des territoires, créant des emplois, protégeant notre santé et préservant l'environnement au Nord comme au Sud** ».*

Les dernières nouvelles, au 20 octobre : « les organisations de solidarité internationales quittent la salle des débats », à lire en suivant le lien ci-dessous ou en fichier ci-joint :

<https://ccfd-terresolidaire.org/espace-presse/etats-generaux-de-l-5951>

● **L'insécurité alimentaire dans le monde s'aggrave !**

Les mauvaises nouvelles s'accumulent sur le front de la faim :

- annonce, depuis un an, de situation de famine dans plusieurs pays : Soudan du Sud, Somalie, Nigeria, Yémen..., où, selon l'ONU, près de 20 millions de personnes auraient besoin d'une aide alimentaire d'urgence.

- publication par les grands organismes internationaux [1], du rapport « **L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde en 2017** » en septembre dernier.

Ce rapport indique que **815 millions de personnes souffraient de la faim en 2016**, (plus de 1 personne sur 10), **soit 38 millions de personnes de plus qu'en 2015**, alors que ces 8 dernières années, la faim était en recul progressif.

Les pays africains sont les plus touchés par la faim, ainsi que les enfants : **155 millions d'enfants souffrent de retard de croissance** dû à la sous-alimentation.

Pour le CCFD-Terre Solidaire, il est impératif que les États s'attaquent aux causes structurelles de la faim dans le monde, au-delà des réponses d'urgence et en se gardant des fausses solutions !

- **Pour le CCFD-Terre solidaire et ses alliés, les principales causes de la faim sont** : les conflits, les dérèglements climatiques, l'emprise de l'agro-industrie et du libre-échange.

A - les conflits armés.

On estime que, depuis 60 ans, 40 % des conflits dans le monde sont liés à l'exploitation des ressources naturelles. En République démocratique du Congo (RDC), l'extraction de cette richesse inouïe que sont le **coltan**, l'**étain** et l'**or**, est synonyme de désolation pour les populations locales, à cause des conditions de travail inhumaines et parce qu'elle entretient le cercle vicieux de la violence, de la pauvreté et de la faim. Ces « minerais du sang », nous le savons, achetés par des milliers d'entreprises européennes, entrent dans la **fabrication de nos téléphones**. En RDC, le CCFD-Terre solidaire est partenaire de la **Commission épiscopale pour les ressources naturelles** (CERN). Son président Mgr Muyengo, au Sud-Kivu, a témoigné lors de son passage à Paris au printemps 2017 de l'extrême violence dans sa région : « *Des groupes armés sont apparus pour des raisons politiques, mais aussi économiques liées aux mines d'or, d'étain et de coltan. Beaucoup de tribus ont aussi créé des milices de jeunes pour protéger leurs terres. Celles-ci se retrouvent à la solde de*

politiciens ou livrées à elles-mêmes. Je reçois chaque jour des messages annonçant la mort de civils... A qui ce chaos profite-t-il ? »

La CERN et ses alliés ont porté un plaidoyer insistant auprès de l'Union européenne : une législation européenne sur les minerais du sang, adoptée en mars 2017, oblige en partie, les entreprises européennes à s'assurer, que les minerais qu'ils achètent n'alimentent pas les conflits ; mais il faudra attendre 2021 pour voir sa mise en application !

B - les dérèglements climatiques

« *Climat, faim, inégalités : mêmes causes, mêmes combats !* » disions-nous, lors de la COP21 en 2015, dans la campagne intitulée : « *En route pour la justice climatique !* ». Les scientifiques estiment qu'une élévation de température moyenne de 1,5 °C par rapport à l'ère préindustrielle, aura des conséquences graves et irréversibles sur les conditions de vie sur la planète. Les changements climatiques sont déjà là et affectent les récoltes, réduisent la qualité nutritive d'aliments comme le riz ou le blé. D'après le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), les dérèglements climatiques pourraient entraîner une baisse des rendements mondiaux en blé, riz et maïs de plus de 25 % dans les années 2030 - 2050 par rapport à la fin du XXe siècle. Ce sont les populations et les familles les plus vulnérables qui vont payer le plus lourd tribut.

C - l'emprise des géants de l'agro-industrie et la dérégulation des marchés agricoles

Pour Maureen Jorand, responsable du plaidoyer souveraineté alimentaire au CCFD-Terre Solidaire « *le chiffre de la faim en hausse vient confirmer que...les Etats se sont trompés de recette en promouvant massivement ces dernières années des initiatives internationales reposant sur l'agro-business et contribuant à une dérégulation des marchés et secteurs agricoles des pays du Sud. Mais ce qui profite aux uns ne nourrit pas les autres !* ».

- **Les 4 plus grands semenciers de la planète** (Monsanto-Bayer, Dupont-Pioneer, Syngenta et le français Limagrain) occupent **60 % du marché mondial**. Ils exercent une véritable **main-mise** sur les **semences** ; par leur lobbying auprès des États, ils imposent leurs semences, en particulier OGM : les paysans ne peuvent plus ressemer leur propre récolte, d'où une « perte » des semences paysannes et un prix des semences imposées inaccessible aux paysans du Sud.

Au Burkina-Faso, le gouvernement a décidé d'abandonner le coton BT de Monsanto qui a ruiné les paysans burkinabés. C'est une belle victoire de notre partenaire la COPAGEN, réseau d'organisations paysannes et d'ONG de 9 pays qui défend les semences paysannes et la biodiversité !

Pourquoi ici en Europe, malgré toutes les pétitions contre l'utilisation du glyphosate, l'UE refuse-t-elle de l'interdire et la France reste-t-elle indécise ?

- La ruée vers la terre agricole [2]

En France : en 2016, 50 000 hectares de terre agricole ont disparu sous les routes, les zones commerciales ou industrielles. Chaque jour, 20 exploitations agricoles sont absorbées par de plus grandes, de plus en plus spécialisées en mono-culture et intégrées aux industries.

Au Sud, la situation est encore plus tragique. Le CCFD-Terre solidaire, Oxfam-France et Action contre la Faim, suivent de très près la **Nouvelle Alliance pour la Sécurité Alimentaire et la Nutrition (NASAN)** : un projet des États du G7 mis en place en 2012 pour sortir de la faim et de la grande pauvreté 50 millions de personnes dans 10 pays d'Afrique subsaharienne, d'ici 2022. La France contribue principalement à des projets au Nigéria, Côte d'Ivoire et Ghana. Outre le G7, les acteurs de la NASAN sont les gouvernements des 10 pays africains et des entreprises nationales et internationales. Le CCFD-Terre solidaire et ses alliés ont dressé un bilan à mi-parcours : **la NASAN a facilité l'accaparement de terres** (par une fiscalité et des lois arrangeantes) et la **privatisation des semences** par les grandes multinationales, elle a favorisé les **monocultures d'exportation** et, en conséquence, a fragilisé les agricultures paysannes. La Nouvelle Alliance est plutôt une menace pour la sécurité alimentaire dans ces 10 pays qu'une solution à la faim.

- **La monoculture intensive vouée à l'exportation** s'accompagne souvent d'une **déforestation** ; c'est le cas pour **l'huile de palme** destinée à **l'industrie agroalimentaire** et à la production d'**agrocarburants** : sa production mondiale a presque doublé entre 2006 et 2015. Les industriels ont remplacé de vastes territoires de forêt par des palmiers à huile, en Indonésie, Colombie, Cameroun...où les peuples vivant de la forêt sont menacés. De plus, la déforestation porte atteinte au climat et à la biodiversité.

- **Les accords de libre-échange** mettent en péril les agriculteurs du Sud. L'Union européenne fait pression sur les États africains pour que soient conclus les **Accords de Partenariat Économique, APE** ; ces accords visent à **supprimer les barrières douanières** dans les 2 sens, donc à ouvrir les marchés locaux africains aux produits des agricultures des pays européens – lait, céréales,...vendus à très bas prix sur les marchés africains, car subventionnés en Europe. Conséquences : la ruine de

paysans africains et la dépendance alimentaire aux importations aggravent l'insécurité alimentaire. Quel avenir pour ces paysans, ruinés ?

Pendant ce temps, en 2017, la France a baissé son aide publique au développement de 140 millions, alors qu'E. Macron candidat, avait promis de porter, d'ici 2030, l'aide publique au développement à 0,7 % du PIB (chiffre inscrit dans les [Objectifs du Millénaire OMD](#)) !

➤ **Les solutions portées par le CCFD-Terre solidaire et ses partenaires**

L'**agriculture paysanne nourrit aujourd'hui 60 à 70%** de la population mondiale, alors qu'elle ne dispose que de 1/4 des terres agricoles ! Cependant **60% des personnes qui souffrent de la faim** dans le monde sont des **paysans**. Plus que la quantité de nourriture, c'est l'accès à l'alimentation qui est le coeur du problème. Le CCFD-Terre Solidaire promeut et encourage l'**agroécologie** : recours aux savoir-faire traditionnels, gestion responsable de l'eau, préservation des ressources naturelles, développement de la permaculture, utilisation de semences et de végétaux adaptés aux conditions climatiques locales, circuits courts... ce sont les pratiques mises en place par nos partenaires partout dans le monde : elles font preuve d'efficacité contre la faim et sont capables de s'adapter (elles sont résilientes) aux dérèglements climatiques. Il est de la responsabilité des États, du Sud comme du Nord, de soutenir politiquement et financièrement cette agriculture paysanne, de donner aux agriculteurs les moyens d'effectuer la **transition vers l'agroécologie**. [3]

Voir d'autres exemples et témoignages dans le [Quiz contre la FAIM](#) (en lien)

[1] la FAO : organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, le FIDA : fond international de développement agricole, l'OMS : organisation mondiale de la Santé, le PAM : programme Alimentaire mondial et l'UNICEF.

[2] article Bastamag en cliquant sur : [la ruée vers la terre agricole s'accélère partout dans le monde](#)

[3] lire dans Faim et développement n° 301 : « L'agroécologie, graine de transformation sociale »



ALIMENTERRE prend ses quartiers d'automne à Besançon et dans de nombreuses communes du Doubs

La campagne ALIMENTERRE informe et anime depuis 2000 la population française sur les causes économiques, sociales et politiques de la faim dans le monde. Elle promeut une agriculture familiale durable ici et là-bas, garantissant une alimentation saine et suffisante pour tous, et **sensibilise chacun.e à sa responsabilité de citoyen.ne et consommateur.trice**. En Bourgogne-Franche-Comté, elle est portée par RéCiDev et plusieurs partenaires.

A Besançon, elle prend une résonance toute particulière à travers le **Marché festif ALIMENTERRE**, qui a fêté sa 16^e édition les 14 et 15 octobre derniers place Granvelle, lors d'un week-end haut en rencontres, échange et convivialité. Une vingtaine d'exposant-e-s, cinq stands de cuisine du monde, une buvette solidaire et plusieurs animations pour petits et grands ont ainsi mis à l'honneur l'agriculture paysanne, respectueuse des terres et des hommes, mais aussi la solidarité et la coopération avec les citoyen-ne-s du monde.



Aujourd'hui la campagne poursuit sa mission grâce au **Festival de films ALIMENTERRE**.

Du 15 octobre au 30 novembre 2017, le Festival AlimenTerre invite, pour la 10^e année, les citoyen-ne-s à débattre sur les questions alimentaires et agricoles dans toute la France, mais aussi à l'international. Cette année, une sélection de 8 films abordent des questions aussi variées que la consommation d'insectes, les AMAP au Brésil ou encore l'approvisionnement agricole de Paris.

Dans le Doubs, une quinzaine de séances vous attendent, gratuites et ouvertes à tou-te-s.

Retrouvez-en le programme sur www.recidev.org ou www.festival-alimenterre.org et ci-dessous :

- 7 novembre, 20h – Cousin comme cochon – Salle Develçoise n°3, Devecey
- 7 novembre, 18h – Consommer autrement, quelles solutions ? – local de RéCiDev, Besançon
- 8 novembre, 20h – Cousin comme cochon – Local de la Batailleuse, Rochejean
- 10 novembre, 20h30 – Nourrir une métropole + Hold-up sur la banane – Salle culturelle, Gellin
- 12 novembre, 15h – Bientôt dans vos assiettes – Val de Consolation, Consolation-Maisonnette
- 15 novembre, 20h – Bientôt dans vos assiettes – Salle Morand, Pontarlier
- 16 novembre, 18h – Vivre dignement de sa terre – Salle Ory, Petit Kursaal, Besançon
- 17 novembre, 18h – Consommer autrement, quelles solutions + Nourrir une métropole – La Tantative, Pontarlier
- 17 novembre, [heure à préciser] – Regard sur nos assiettes – FJT des Oiseaux, Besançon
- 19 novembre, 15h – Vivre dignement de sa terre + Nourrir une métropole + Consommer autrement, quelles solutions ? – Val de Consolation, Consolation-Maisonnette
- 05 décembre, 20h – Hold-up sur la banane – FJT les Oiseaux, Besançon

Marie-Rivollet, Animatrice, formatrice - RéCiDev

Coordinatrice de la campagne ALIMENTERRE en Bourgogne-Franche-Comté



Agenda du CCFD-Terre solidaire

Quand ?	Quoi ?	Où ?
mardi 7 novembre 20 h 15 - 22 h 30	Assemblée diocésaine	Valdahon salle du Cercle
Du 17 novembre au 3 décembre	Festival des Solidarités -20^e édition	Partout !
vendredi 17 novembre 20 h 30	Loto solidaire	Levier- salle des Fêtes
dimanche 3 décembre 12 h – 17 h	Fête de la diversité *	Grand Kursaal - Besançon
Du 6 au 17 décembre	Marché solidaire de Noël présence CCFD25 : du 14 au 17 décembre	Square Saint-Amour Besançon
samedi 13 janvier 2018 9 h 30 – 16 h 30	Échanges et formation au plaidoyer ouverts à tou.te.s (nous contacter)	Chevigny-Saint-Sauveur (près de Dijon)
samedi 20 janvier de 9 h 30 h à 16 h 30	Assemblée diocésaine – formation aux outils d’animation	Valdahon salle du Cercle
samedi 27 janvier - dimanche 28 janvier horaires à préciser	Forum régional : lancement du thème régional	À préciser

* Pour toute information et l'achat de billets (repas et animation, au prix de 10 euros) prendre contact par mail à l'adresse :

ccfd25@ccfd-terresolidaire.org

L'équipe de communication :

Jean-Pierre Amiotte, Maryse Fischer, Jean-François Guiraud, Jean-Paul Maigrot